

Intelligence artificielle

En coupant Anthropic au reste du monde, les Etats-Unis risquent d'ouvrir un boulevard à la Chine

Le président des Etats-Unis a interdit l'accès des modèles d'IA avancés d'Anthropic aux non-Américains, provoquant une onde de choc mondiale. La décision pourrait favoriser la Chine, dont les géants technologiques se positionnent pour combler le vide laissé par les Etats-Unis.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. En interdisant l'accès aux modèles d'IA les plus avancés Fable 5 et Mythos 5 d'Anthropic à tout ressortissant non américain, Donald Trump a plongé le monde de l'IA dans le noir. Aux quatre coins du globe, les réactions s'enchaînent pour dénoncer cette coupure technologique brutale.

Mais les restrictions de l'administration américaine pourraient aussi rendre un précieux service à son rival systémique, la Chine. « Jusqu'à vendredi soir, je ne voyais ni les Etats-Unis ni la Chine gagner la course à l'IA. Je voyais un match nul, a réagi le chercheur Gary Marcus, spécialisé dans l'IA. Je n'avais pas prévu que le gouvernement Trump pourrait déstabiliser les avancées américaines. Mais il l'a fait. » Car Washington vient de franchir un Rubicon doctrinal. Jusqu'ici, la Maison-Blanche bloquait le matériel - et notamment les puces Nvidia - pour freiner la montée en puissance de la Chine. Désormais, elle restreint aussi le logiciel, privant de facto ses propres alliés de ses technologies frontalières.

En créant un vide technologique en Europe, en Asie du Sud-Est et dans le Sud global, les Etats-Unis risquent de briser la dépendance exclusive du reste du monde à la Silicon Valley. Un protectionnisme qui offre une opportunité aux géants chinois de l'IA, comme Alibaba - avec Qwen - ou encore DeepSeek, d'avancer leurs pions.

Modèles en libre accès

Engagées dans la course à l'IA, ces deux entreprises développent déjà des modèles affichant des performances proches de celles d'Anthropic ou d'OpenAI. Surtout, elles ont spécifiquement pris le virage des agents autonomes, capables de gérer un ordinateur ou de coder une application de bout en bout. Un positionnement qui concurrence directement Claude sur ce marché lucratif, composé d'entreprises et de développeurs informatiques.

Les entreprises chinoises y ont toutefois introduit une nuance de taille : le libre accès. Leurs clients peuvent télécharger leurs modèles, les ajuster avant de les faire tourner, et les héberger sur leurs propres serveurs sécurisés, ce qui permet de désamorcer partiellement les craintes des responsables informatiques sur un potentiel espionnage.

Le prix de ces solutions est également un avantage comparatif. A titre d'exemple, DeepSeek utilise des architectures logicielles avec des API coûtant plus de dix fois moins cher que celles de ses rivaux OpenAI et Anthropic. Idem pour l'écosystème Qwen d'Alibaba, qui opte pour une tarification agressive permettant de réduire nettement la facture par rapport aux géants américains.

Des arguments bien connus des spécialistes du domaine, mais qui n'entraînaient toutefois pas de basculement massif jusqu'à présent, par crainte de fuites de données ou par alignement atlantiste. Face au



risque de paralysie des activités du jour au lendemain par simple décret de la Maison-Blanche, les interrogations pourraient toutefois donner lieu à des passages à l'acte.

Mais encore faut-il que la Chine puisse maintenir ses avancées technologiques même en cas de découplage avec les Etats-Unis. Bien qu'ayant stimulé son écosystème local, les restrictions sur les livraisons de puces Nvidia l'ont bien affecté. La toute nouvelle génération Blackwell, indispensable pour entraîner les IA de type GPT-5 ou Claude 5, reste totalement inaccessible pour Pékin.

Nvidia a toutefois bénéficié d'un feu vert de la part des Etats-Unis en début d'année pour exporter son avant-dernière puce, la H200, à une dizaine d'entreprises chinoises triées sur le volet. Mais le bras de fer continue : selon plusieurs médias américains, l'administration aurait imposé ces restrictions sur Anthropic notamment par crainte qu'une entité chinoise y ait eu accès - ce que l'entreprise présidée par Dario Amodei dément.

Quoi qu'il en soit, celle-ci cherche à rétablir le courant au plus tôt. Prise de court, la pépite - qui prépare actuellement son introduction en Bourse - a souligné que la notification écrite du gouvernement « ne fournissait aucun détail sur la préoccupation précise de sécurité nationale ». Qualifiant la situation de « malentendu », elle assure travailler activement avec les autorités pour « restaurer l'accès le plus rapidement possible ».

M. L.

Aussi paru dans 14 juin 2026 -

© 2026 Les Echos. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260615-EC-01902427528477